



République du Sénégal

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

AU TITRE DE LA GESTION 2009

**(RAPPORT DE REVUE POUR LE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE)**

METFP

**MARS 2011
(Version finale)**

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES

GMS Audit & Expertise

Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc

Imm Moustapha N°207, 2^{ème} étage à gauche

Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : 33 867 68 01

Mail : gmac@orange.sn

SOMMAIRE

1. NOTE DE SYNTHESE.....	5
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	6
1.3. CONSTAT D'AUDIT	7
1.3.1 ECHANTILLON	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES	8
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	11
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE	12
1.4. RECOMMANDATIONS	12
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	12
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES	13
1.5. CONCLUSION.....	13
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	14
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	14
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	14
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	15
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT	16
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....	18
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	19
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	19
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES	20
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	20
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	20
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	20
2.4.1.1. Description de l'échantillon initial.....	22
2.4.1.2. Correction de l'échantillon d'audit	23
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	23
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	24
3.1. RAPPEL.....	24
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	24
3.1.2. PROCEDURES.....	25

3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES	26
3.2.1. PRESENTATION DU METFP.....	26
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU METFP	28
 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....	 28
 4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	 28
4.1.1. AO	29
4.1.2. DRP	36
4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	102
4.2.1. CONSTAT DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER	102
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE	102
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	103
 5. RECOMMANDATIONS	 103
 5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	 103
5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	103
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX AO	103
5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP.....	104
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DU MINISTERE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES	104
5.2.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	104

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées à l'issue de nos travaux.

1.1. Déroulement de la mission

1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du METFP se présentent comme suit :

✓ **Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés**

Conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics, La Commission et la Cellule de passation des marchés ont été mises en place et tous les membres ont signé la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

✓ Rapports périodiques

Les rapports du premier et deuxième trimestre de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été mis à notre disposition. Cependant, les rapports des deux derniers trimestres (3 et 4) ont été établis mais nous ne disposons pas des documents attestant de leur transmission à la DCMP. Ces manquements ne sont pas en conformité avec les dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.

De même, le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été mis à notre disposition.

✓ Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGM) non établis

Au titre de la gestion 2009, le Plan de Passation des Marchés du METFP a été établi et transmis à la DCMP le 27 janvier 2009.

L'Avis Général de passation des marchés a également été établi et publié dans les éditions du quotidien le « Le Soleil » du 31 décembre 2008 et du 01 janvier 2009.

1.3. Constat d'audit

1.3.1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission.

Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité du METFP les éléments du SIGFIP pour l'année 2009. Le tableau ci-après présente les données du SIGFIP :

Mode de passation	Nombre	MONTANT en F CFA	Observations
Appel d'offres	24	1 883 837 882	Dont la procédure concerne pour certains la gestion 2008
DRP	1217	4 504 955 066	Dont la procédure concerne pour certaines DRP la gestion 2008. Il convient également de souligner que les dépenses des CRF qui s'élèvent à 1 755 371 929 FCFA n'ont pas été couvertes par l'audit.
Entente directe	4	1 011 982 480	La procédure concerne la gestion 2008
TOTAL		7 400 775 428	

Ces contrôles ont permis d'identifier des marchés liés à des travaux et des DRP, non transmis par l'AC et trouvés sur le SIGFIP.

Par conséquent, nos travaux ont porté sur les marchés communiqués par le METFP au titre de la gestion 2009 qui se chiffrent à un milliard cinq cent quarante trois millions trois cent cinquante huit mille quatre cent soixante et un francs (1 543 358 461 F CFA) mais également sur les corrections apportées sur la base du SIGFIP.

Ainsi, notre équipe a travaillé sur six (6) marchés pour un montant de un milliard quatre cent soixante sept millions quatre cent quarante quatre neuf cent cinquante six mille francs CFA (1 467 444 956 F CFA) et cinquante (50) DRP pour un montant de six cent un million huit cent cinq mille huit cent dix huit francs CFA (601 805 818 F CFA) passés par le METFP au titre de l'exercice 2009, soit un montant total de deux milliards soixante neuf millions deux cent cinquante mille sept cent soixante quatorze francs CFA (**2 069 250 774 F CFA**). Par conséquent, le taux de couverture en nombre est de 36,3%.

1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées à l'issue de nos travaux.

- Des dossiers de marchés relatifs à des DRP trouvées dans le SIGFIP n'ont pas été mis à notre disposition. Ces dépenses s'analysent comme suit :

<u>NATURE</u>	<u>BE</u>	<u>FOURNISSEURS</u>	<u>MONTANT</u>
Etude d'impact de la formation professionnelle sur le niveau de l'emploi	09-268781	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	21 240 000
Frais d'étude sur l'assistance et l'exécution des projets	09-268764	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 998 300
Conférences, Congrès, Séminaires	09-268712	GIE COMMERCE GENERAL INTERNATIONAL CGI	14 986 000
Fêtes et Cérémonies	09-279077	GUEYE THIE "T AND PARTNERS"	4 999 660
Atelier de partage	09-268735	INTERNATIONAL EQUIPEMENT-SARL INTEQ-SARL	14 997 800
<u>TOTAL</u>			<u>81 221 176</u>

La procédure de passation n'a donc pu être revue pour ces cinq (5) DRP et cela constitue une limitation à l'étendue de nos travaux.

Nous présentons ci-après les non conformités relevées sur les dossiers qui ont fait l'objet de la revue :

✓ **Non conformités relevées sur les AAO**

Les principales non-conformités relevées sont :

- Les PV d'ouverture des plis ne sont pas transmis aux soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;
- Des délais anormalement longs dans la procédure de passation de

marchés conduisant à un dépassement de la date limite de validité des offres;

- L'absence de publication d'attribution définitive.

✓ **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sont :

- Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur les lettres d'invitation adressées aux candidats;
- Sur les DRP, l'incohérence constatée sur certaines dates figurant dans les dossiers fait présager une opération de régularisation de certains documents (BL, Contrat, etc.) ;
- Pour certaines DRP, les offres sont présentées sous le même format conduisant à des doutes sur l'existence d'une concurrence réelle entre les candidats ;
- Sur les marchés où les seuils fixés par l'arrêté N° 011585 du 28/12/2007 étaient atteints, le formalisme fixé par la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009 avec l'élaboration d'un cahier de charges permettant de fixer au minimum les critères de conformité des offres et de qualification des candidats n'étaient généralement pas respecté ;
- Dans les dossiers qui nous ont été soumis, aucun élément ne permet d'apporter la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- Des pratiques de fractionnement ont été constatées sur plusieurs DRP concernant notamment l'achat de billets d'avion et de consommables informatiques, la fourniture de bureau et d'outillage, l'entretien et maintenance, la formation sur l'élaboration d'un rapport annuel de performance ;
- Les contrôles effectués sur le SIGFIP indiquent la pratique de fractionnement pour des contrats avec certains fournisseurs. Nous présentons ci-après un tableau qui donne des indications (en nombre et montants) pour cinq (5) entreprises qui ont bénéficié de contrats concernant la gestion 2009 avec le Ministère :

<u>FOURNISSEURS</u>	<u>NOMBRE DE CONTRATS AVEC LE METFP POUR 2009</u>	<u>MONTANT (en FCFA)</u>
ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS -SURL AD B-GROUP SURL	4	50 201 075
GUIRO DAOUDA THIOUKIRY	5	115 400 000
GIE COMMERCE GENERAL INTERNATIONAL CGI	6	73 971 368
BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	10	150 262 321
GAYE SERIGNE NAURY	42	189 711 897

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les six (06) AO et un récapitulatif en pourcentage pour les cinquante (50) DRP présentées par le METFP :

TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVES POUR LE METFP CONCERNANT LES AO :

Description	AO : MATERIEL INFORMATIQUE, PEDAGOGIQUE ET DIDACTIQUE	AO : MATERIEL INFORMATIQUE, MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	AO : MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	AO : MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	AO : REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE DIOURBEL	AO : CONSTRUCTION CETF FATICK ET FOUNDIOUGNE
Montant	408 728 223	169 358 644	51 751 024	1973 792 580	65 372 532	578 441 953
Non transmission des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Absence de garantie de bonne exécution (certains lots)	✓	✓	✓	✓		
Délai de validité des offres dépassé	✓	✓				
Absence de publication de l'attribution définitive				✓	✓	✓
Absence de document justifiant la réception effective des fournitures, travaux ou services	✓	✓	✓	✓		

TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVES POUR le METFP CONCERNANT LES DRP (EN POURCENTAGE) :

<u>LIBELLE</u>	<u>NOMBRE</u>	<u>REPARTITION</u>	
		<u>OUI</u>	<u>NON</u>
la DRP est-elle inscrite au PPM ?	50	0%	100%
La DRP a-t-elle fait l'objet de publicité spécifique ?	50	0%	100%
La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	50	78%	22%
Les noms et adresses des candidats présélectionnés figurent ils sur la lettre d'invitation ?	50	8%	92%
les candidats présélectionnés ont-ils effectivement réception la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc.) ?	50	12%	88%
Les offres comportent-t-elles le nom des candidats et le montant proposé ?	50	82%	18%
Les dossiers d'offres sont-elles intégralement archivées ?	50	68%	32%

L'examen des DRP révèle-t-elle des pratiques de fractionnement ?	50	14%	86%
Les offres ont-elles été ouvertes en séance publique ?	50	0%	100%
Le marché a-t-il été attribué à l'offre conforme la moins disante ?	50	78%	22%
Existe-t-il un dossier pour la DRP conformément à la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?	50	0%	100%
La DRP a-t-elle fait l'objet de contrat ou de bon de commande ?	50	82%	18%
Le Contrat ou le bon de commande est-il daté ?	50	64%	36%
les PV et Rapport d'évaluation ont-ils été contresignés par un membre de la CPM ?	50	0%	100%
les candidats non retenus ont-ils été informés ?	50	0%	100%
la procédure de passation a-t-elle fait l'objet de recours ?	50	0%	100%
BL et / ou bien PV de réception (provisoire, définitive si approprié) ?	50	52%	48%

COMMENTAIRE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

- Sur les AAO :

- Transmission PV d'ouverture des plis : les PV sont remis à tous les candidats présents. Les absents pourront avoir épié s'ils en font la demande écrite ;
- Délais anormalement longs : cela est dû à la longueur des procédures et les nombreuses correspondances épistolaires entre le Ministère et la DCMP et parfois même à cause des recours ;
- Tous les marchés de 2009 ont fait l'objet de publication définitive (justificatifs ci-joints) ;
- Tout dossier de marché liquidé est accompagné d'une garantie de bonne exécution sinon le dossier ne passera pas et si vous regardez dans tous nos DAO on a exigé une garantie de soumission et une garantie de bonne exécution ;
- PV de réception : le matériel informatique, pédagogique et didactique (lot2 ,3 et 4 dont PV ci-joint) ont été réceptionnés en 2010. Quand au lot 1, il est en cours d'exécution. Cette lenteur est due au recours fait par un candidat et au moment de trancher on était en fin de gestion. En 2010 et 2011, on n'a pas de ligne budgétaire pouvant supporter cette dépense.
- Pour le matériel et outillage technique et le marché de matériel et mobilier de bureau les bordereaux de livraison et PV de réception sont disponibles mais en 2010. (ci-joints) ;
- Pour le matériel informatique, matériel et mobilier de bureau : la date de livraison ne peut pas être antérieure à la date d'approbation car pour pouvoir livrer il faut d'abord faire approuver le marché par le Ministère des Finances, l'enregistrer à la Direction des impôts et domaines et faire intervenir le COF au moment de la réception (justificatifs ci-joints).
- Concernant la documentation pour le paiement : pour l'administration on parlera de paiement quand il y'a liquidation. Pour le marché toujours de matériel informatique,

- mobilier et matériel de bureau le lot 1 est liquidé donc payé, les lots 2 et 3 sont en cours d'exécution. (justificatif à l'appui) ;
- La publication de l'attribution définitive du marché matériel et mobilier de bureau est ci-joint.

- Sur les DRP

- Incohérence des dates : résulte parfois d'un problème de secrétariat aussi bien du côté de l'A.C que celui des candidats ;
- Présentation sous le même format : les candidats présentent leurs offres suivant le format des commandes faites ;
- Pour la plupart des DRP, le matériel demandé ne présente pas de complexité au point qu'un cahier de charge spécification techniques détaillés ne soient nécessaires pour leur acquisition ;
- Tous les candidats invités à soumissionner à des DRP ont reçu leurs lettres peut être à l'avenir nous serons beaucoup plus regardant sur les accusés de réception.
- Pratiques de fractionnement : plutôt que de fractionnement c'est des lignes sur lesquels des délais de crédit sont opérés au profit des services déconcentrés comme les établissements et centres de formation qui ont souvent de budgets faibles.

1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

En raison de l'indisponibilité au niveau du Ministère des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor (transmises à la Cour des Comptes), nos travaux sur l'exécution financière des marchés et DRP ont porté sur la situation des paiements du SIGFIP. Par conséquent, nous n'avons pu vérifier certaines dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc. Sous ces réserves, nos contrôles sur le SIGFIP n'ont pas révélé d'anomalies.

1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

L'audit physique fera l'objet d'un rapport séparé qui sera transmis ultérieurement.

1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- ✓ la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- ✓ la préparation du rapport annuel que la Commission de Passation des Marchés doit établir et transmettre à l'ARMP avant le 31 mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics ;
- ✓ la correcte tenue des dossiers de marché.

1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Etablir et archiver les lettres d'invitation aux candidats présélectionnés,
- Archiver les offres des soumissionnaires,
- Transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires,
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP,
- Eviter le fractionnement des marchés d'achats de fournitures de bureau et de consommables informatiques et de billets d'avion ;
- Conclure les DRP par un contrat écrit ;
- Tenir à disposition et de façon complète l'ensemble des dossiers de marchés passés au titre d'une gestion,
- Justifier le niveau d'exécution financière de marché dans les dossiers de marché.

1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le METFP s'est conformé de façon insuffisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. Rappel des termes de référence

2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours

de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10 en nombre, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- Eventuellement, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
 - les seuils des avenants,
 - le respect des délais d'exécution,
 - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des Cellules et Commissions des Marchés.
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
 - la tenue des registres de marchés, côtés et paraphés, mis à jour ;
 - l'application des pénalités de retard prévues.
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés.
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions.

Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat. . .) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et Collecte des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

2.3. Description des travaux d'audit

2.3.1. Audit de la passation des marchés

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 22 septembre 2010 au METFP pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. Le Ministère a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, l'AC a mis à notre disposition

Les documents suivants 6 Listes des marchés pour 2009 concernant :

- La Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement (DAGE),
- la Direction de l'Apprentissage (DA),
- la Direction de la Planification et des Ressources Humaines Techniques (DPRH),
- la Direction des Examens de Concours et de Certification (DECC),
- la Direction de la Formation Professionnelle et Technique (DFPT) ,
- l'Unité de Suivi et de Coordination de Projets (USCP).

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité Contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du METFP pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les données du SIGFIP.

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés du METFP visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception, de la livraison des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

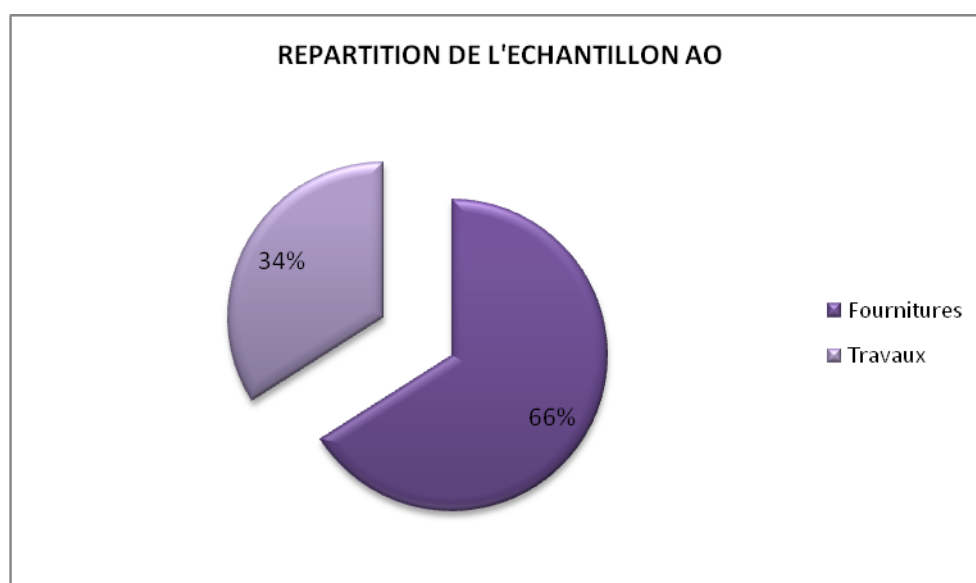
Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par le METFP qui constitue l'échantillon d'audit initial :

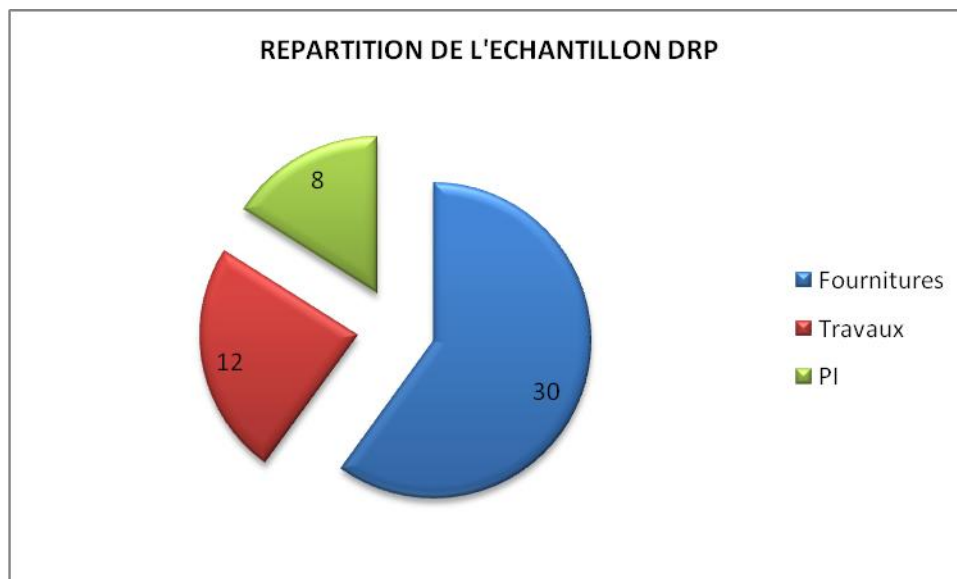
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	04	823 670 471
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-

Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	150	719 687 990
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	154	1 543 318 461

2.4.1.2. Description de l'échantillon initial

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour le METFP, notre échantillon porte sur six (06) AO et cinquante (50) DRP.





Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	04	823 670 471	06	1 467 444 956	150%	178%
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	150	719 687 990	50	601 805 818	33,3%	83,6%
Entente directe (ED)						
TOTAL	154	1 543 358 461	56	2 069 250 774	36,3%	134 %

2.4.1.1. Correction de l'échantillon d'audit

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur le SIGFIP concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever trois (3) marchés de travaux par AAO pour une valeur de six cent quarante trois millions huit cent quatorze mille quatre cent quatre vingt cinq francs CFA (643 814 485 F CFA) et des DRP non

transmises. Ainsi, un échantillonnage a été effectué sur la base de ces contrôles et ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue du Ministère.

Le tableau ci-après présente les marchés (AO et DRP) concernés :

TYPE	N° BE	NATURE	FOURNISSEURS	MONTANT
AAO	09-006104	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LYCEE TECHNIQUE CHEIKH AHMADOU BAMBA DE DIOURBEL	ENTREPRISE TOUBA DAROU MINAME E.T.D.M. -SUARL	65 372 532
	09-235567	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FEMININ DE FATICK	FALL CHEIKH ABDOU KOUNTA " KOUNTA FALL ENTREPRISE"	294 835 516
	09-235568	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE D'ENNSEIGNEMENT TECHNIQUE FEMININ DE FOUNDIOUGNE	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	283 606 437
DRP	09-268830	ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES DU MINISTERE	GUEYE IBRA	5 500 000
	09-320278	ORGANISATION D'UN SEMINAIRE D'ELARGISSEMENT DE L'ACCES	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	5 994 400
	09-006109	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SALLES D'INFORMATIQUES DU LYCEE TECHNIQUE COMMERCIAL ABDOULAYENIASSE DE KAOLACK	ASSOCIATION D ENTREPREN. D ARTISANS DE LA REGION DE KAOLACK ASENAK	7 275 000
	09-268807	honoraires et commissions	ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS -SURL AD B-GROUP SURL	10 030 000
	09-268813	Autres entretien et maintenance	PRES-HIGHTECH- SARL	10 497 221
	09-368064	TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUES A PODOR	ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS -SURL AD B-GROUP SURL	13 360 000
	09-268760	PAIEMENT FRAIS D'ETUDES SUR L'ELABORATION DE LA LOI D'ORIENTATION ET DE LA LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	14 999 570
	09-268781	ETUDE D'IMPACT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LE NIVEAU DE L'EMPLOI(CAS DES REGIONS DE DAKAR SAINT-LOUIS)	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	21 240 000
	09-368024	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS SANITAIRES AU CETF DE TAMBACOUNDA	ETABLISSEMENTS EL HADJI SAER SEYE ETS-E.S.S.-SARL	23 755 400
	09-235597	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LYCEE TECHNIQUE INDUSTRIEL MAURICE DELAFOSSE A DAKAR	ENTREPRISE TOUBA DAROU MINAME E.T.D.M. -SUARL	23 775 200
	09-368045	TRAVAUX DE REHABILITATION DE SALLES D'INFORMATIQUES DE CETF DE BAILLA FANDA ET OUSSOUYE	ENTREPRISE DA ROSA-SUARL	24 020 300
	09-368055	Projet de construction et équipement bâtiment à usage scolaire	ASSOCIATION D ENTREPREN. D ARTISANS DE LA REGION DE KAOLACK ASENAK	24 311 646
	09-368010	TRAVAUX DE REHABILITATION AU CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FEMININ DE BAKEL	ETABLISSEMENTS EL HADJI SAER SEYE ETS-E.S.S.-SARL	24 655 400
	09-381463	REGLEMENT DES FRAIS DE SEMINAIRE DE FORMATION RESIDENTIELLE DES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS AU NIVEAU CENTRAL ET DECONCENTRE	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 957 000
	09-268856	FORMATION DES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 986 500
	09-235596	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LYCEE TECHNIQUE AGRICOLE DE BIGNONA	ENTREPRISE DA ROSA-SUARL	24 988 045
	09-268808	FORMATION SUR L'ELABORATION D' UN RAPPORT DE PERFORMANCRE	ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS -SURL AD B-GROUP SURL	24 998 300
	09-268764	PAIEMENT DES FRAIS D'ETUDES SUR L'ASSISTANCE ET L'EXECUTION DES PROJETS	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 998 300
TOTAL				978 156 767

2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte sur la vérification physique des travaux et réhabilitation, sur les livraisons de fournitures de bureau et de consommables informatiques

et des consommations à travers la comptabilité matières, sur les prestations intellectuelles à travers les rapports.

<u>TYPE</u>	<u>N° BE</u>	<u>NATURE</u>	<u>FOURNISSEURS</u>	<u>MONTANT</u>
TRAVAUX	09-006104	TRAVAUX DE REHABILITATION DU LYCEE TECHNIQUE CHEIKH AHMADOU BAMBA DE DIOURBEL	ENTREPRISE TOUBA DAROU MINAME E.T.D.M. -SUARL	65 372 532
	09-235567	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FEMININ DE FATICK	FALL CHEIKH ABDOU KOUNTA " KOUNTA FALL ENTREPRISE"	294 835 516
	09-235568	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE FEMININ DE FOUNDIIOUGNE	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	283 606 437
PRESTATIONS INTELLECTUELLES	09-268808	FORMATION SUR L'ELABORATION D' UN RAPPORT DE PERFORMANCE	ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS -SURL AD B-GROUP SURL	24 998 300
	09-268764	FRAIS D'ETUDES SUR L'ASSISTANCE ET L'EXECUTION DES PROJETS	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 998 300
	09-268856	FORMATION DES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 986 500
	09-381463	SEMINAIRE DE FORMATION RESIDENTIELLE DES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS	BA ABDOUL DAOUDA AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS	24 957 000
FOURNITURES	09-268701	Achat de consommables informatiques	C.I.M.A.D	14 988 006
	09-268703	Achat de matériels de communication	C.A.R.I	9 971 000
	09-268705	Achat de fournitures de bureau	G.I.E S.C.I	14 980 690
	09-268707	Achat de fournitures de bureau	G.I.E C.G.I	14 978 920
	09-268832	Achat de consommables informatiques	BUROTIC DIFFUSION	11 999 987
TOTAL				810 673 188

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. Rappel

3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;

- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables au METFP en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés
3.2.1. Présentation du METFP

L'organisation du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle est définie par le décret n°2006-1280 du 23 novembre 2006.

Le ministère comprend :

- **Le cabinet et les services rattachés**

Le Service de la Communication, de la Documentation et des Archives comprend quatre (4) divisions et est chargé :

- d'organiser et de gérer la documentation et les archives du Ministère ;
- de promouvoir le système de formation professionnelle et technique ;
- De mettre en place un système d'information et de communication ;
- d'élaborer des stratégies de partenariat et de coopération avec les entreprises, les organismes de développement, et entre les établissements de formation professionnelle et technique.

Le service de l'Inspection comprend l'Inspection des Affaires administratives et financières et l'Inspection technique. Il est dirigé par un coordonnateur.

- L'Inspection des Affaires Administratives et Financières est chargée d'assister le Ministre dans le contrôle de la gestion du personnel, du matériel et des crédits du ministère, d'étudier les projets de textes soumis à l'avis du département, d'assister les directions dans la préparation des textes relevant de leur compétence et de suivre l'exécution des directives du gouvernement ou des structures de contrôle.

- L'Inspection technique est chargée du contrôle des établissements publics et des équipements techniques ; elle assure, en outre, la supervision du personnel technique d'encadrement.

- **Les Directions**

Le Ministère compte cinq (5) directions :

- La Direction de la Planification et des Ressources humaines a pour mission :
 - de planifier l'ensemble des actions de développement du secteur ;
 - d'élaborer les plans et programmes sectoriels ;
 - de planifier et d'acquérir des ressources humaines ;
 - d'analyser les emplois et d'établir un organigramme.
- La Direction de l'Apprentissage a pour mission :
 - d'organiser et d'appuyer les Chambres des métiers et les organisations professionnelles impliquées dans l'apprentissage ;
 - de capitaliser les expériences et de formaliser l'utilisation des langues nationales ;
 - de mettre en œuvre un système de certification et d'insertion ;
 - de faciliter l'introduction de la formation professionnelle dans les daaras.
- La Direction de la Formation professionnelle et technique a pour mission :
 - d'appliquer la politique en matière de formation professionnelle et technique ;
 - d'organiser l'animation et le contrôle pédagogique et administratif des établissements de formation professionnelle et technique ;
 - d'assurer l'appui et l'encadrement des établissements de formation professionnelle et technique privés.
- La Direction des Examens et Concours a pour mission de :
 - coordonner la mise en œuvre et le suivi des tests et concours de recrutement des élèves et étudiants ;
 - préparer, d'organiser et d'évaluer les examens et concours.
- La Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement a pour mission de :

- préparer, d'élaborer et d'exécuter le budget annuel du Ministère ;
- concevoir, de gérer et de contrôler les constructions.

3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du METFP

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité du METFP à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière. Sur ce point, nous notons que le PPM pour les acquisitions de l'exercice 2009 du METFP a été établi et envoyé à la DCMP.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par le METFP des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté N° 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que le METFP a fait la publication de l'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été mis à notre disposition concernant le 1^{er} et 2^{ème} Trimestre ; pour le 3^{ème} et 4^{ème} Trimestre, la justification de la transmission à la DCMP n'a pas été fournie.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été mis à notre disposition.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. Audit de la passation des marchés

Ces constats portent sur les six (6) AO et cinquante (50) DRP passés par le METFP pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque AO et DRP :

4.1.1. AO

MATERIEL INFORMATIQUE, PEDAGOGIQUE ET DIDACTIQUE	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/10/2009
Date de dépôt des offres	19/11/2009
Attributaire	LOT 1 : IPS LOT 2 : COMSES LOT 3 : GIE GTS LOT 4: GIE GTS
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	LOT 1 : EN COURS LOT 2 : NON INDIQUE LOT 3 : 30/11/2010 LOT 4: 03/08/2010
Montant du marché	LOT 1 : 166 380 000 F CFA TTC LOT 2 : 87 089 900 F CFA TTC LOT 3 : 59 271 400 F CFA TTC LOT 4: 52 492 158 F CFA TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires ; • Les garanties de bonne exécution pour les lots 1, 2 et 4 ne figurent pas dans le dossier ; • La durée des offres a été largement dépassée au moment des attributions définitives ; • La date de soumission à l'approbation de l'Autorité Compétente n'est pas indiquée ; • Le Bordereau de Livraison ou PV de réception n'est pas joint au dossier ; • La documentation relative au paiement n'était pas disponible lors de nos travaux.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires après la clôture de la séance. - Veiller à demander aux différents soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre en cas de dépassement dans la procédure ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Toute la documentation relative à la procédure de passation des marchés doit faire l'objet d'un archivage afin d'en dresser la chronologie et la validité. - Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

MATERIEL INFORMATIQUE, MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	
Description	Marchés
Date d'invitation	07/10/2009
Date de dépôt des offres	09/11/2009
Attributaire	LOT 1 : FERMON LABO LOT 2 : IPS LOT 3 : SENEGAL EQUIP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	LOT 1 : 14/09/2010 LOT 2 : EN COURS LOT 3 : 23/07/2010
Montant du marché	LOT 1 : 115 544 444 F CFA TTC

		LOT 2 : 29 570 800 F CFA TTC LOT 3 : 24 343 400 F CFA TTC
Date de réception		LOT 1 : date BL 08/09/2010
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires, hormis FERMON LABO (sur demande) ; • La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier concernant le lot 3; • Le délai entre l'ouverture des plis et l'approbation du marché dépasse la durée de validité des offres (90 jours) ; • La date de soumission à l'approbation de l'Autorité Compétente n'est pas indiquée ; • La date du bon de Livraison du lot 1 (08/09/2010) est antérieure à la date d'approbation du marché (14/09/2010) ; celui du lot 3 n'est pas joint au dossier ; • La documentation relative au paiement n'était pas disponible lors de nos travaux. 	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires après la clôture de la séance. - Veiller à demander aux différents soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre en cas de dépassement dans la procédure ; - Toute la documentation relative à la procédure de passation des marchés doit faire l'objet d'un archivage afin d'en dresser la chronologie et la validité ; - Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait ; - Eviter d'exécuter les marchés avant l'approbation par l'AC. 	
Commentaires de l'AC		
Appréciation du Cabinet		

MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	
Description	Marchés
Date d'invitation	07/10/2009
Date de dépôt des offres	10/11/2009
Attributaire	FERMON LABO
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	09/03/2010
Montant du marché	51 751 024 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires ; • La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier et au vu du montant payé (titre de créance de cinquante et un million sept cent cinquante et un mille vingt quatre francs CFA (51 751 024)) une retenue de garantie n'a pas été opérée en lieu et place; • Le Bordereau de Livraison et le PV de réception ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ; - la garantie de bonne exécution exigée, doit être fournie ou remplacée par une retenue ; - Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	
Description	Marchés
Date d'invitation	27/05/2009
Date de dépôt des offres	26/06/2009
Attributaire	LOT 1 : SENEGAL EQUIP LOT 2 : SENEGAL EQUIP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	LOT 1 : NON DATE LOT 2 : 21/04/2010
Montant du marché	LOT 1 : 110 070 400 F CFA LOT 2 : 83 722 180 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires ; • La garantie de bonne exécution ne figure pas dans le dossier ; • La publication de l'attribution définitive n'a pas été faite ; • Le Bordereau de Livraison et le PV de réception ne sont pas joints au dossier.
/ Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ; - la garantie de bonne exécution exigée, doit être fournie ou remplacée par une retenue ; - Procéder à la publication des avis d'attribution définitive ; - Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE DIOURBEL	
Description	Marchés
Date d'invitation	18/09/2008
Date de dépôt des offres	17/10/2008, avis de report fait le 15/10/2008 reportant la date au 21/10/2008
Attributaire	TOUBA DAROU MINAME
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	08/02/2009
Montant du marché	65 372 532 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE (TRAVAUX EN COURS)
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux différents soumissionnaires ; • La date de soumission à l'approbation de l'Autorité Compétente n'est pas indiquée ; • La publication de l'attribution définitive n'est pas dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ; - Procéder à la publication des avis d'attribution définitive.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

CONSTRUCTION CETF FATICK ET FOUNDIOUGNE	
Description	Marchés
Date d'invitation	15/08/2008
Date de dépôt des offres	15/09/2008
Attributaire	LOT 1 : KFE LOT 2 : GMB
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	01/10/2009
Montant du marché	LOT 1 : 294 835 516 F CFA LOT 2 : 283 606 437 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE (TRAVAUX EN COURS)
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le PV d'ouverture des plis n'ont pas été transmis aux différents soumissionnaires ; • La date de soumission à l'approbation de l'Autorité Compétente n'est pas indiquée ; • La publication de l'attribution définitive n'est pas dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ; - Procéder à la publication des avis d'attribution définitive.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

4.1.2. DRP

ACHAT BILLETS D'AVION (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	11/09/2009
Date de dépôt des offres	14/09/2009
Attributaire	WAHAB TOURS
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	17/09/2009
Montant du marché	9 900 672 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>5 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ WAHAB TOURS : 9 900 672 FCFA TTC ✓ KATHIABI TOURS : 10 299 630 FCFA TTC ✓ VOYAGES FUUTA TOORO : 10 218 210 FCFA TTC ✓ QUINTESSANCE AFRIQUE : 10 421 760 FCFA TTC ✓ MBAGNICK SUN TRAVEL: 10 558 920 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Délai de dépôt des offres trop court ; • Un fractionnement a été constaté ; quatre (4) DRP d'un cumul de trente trois millions huit cent soixante deux mille huit cent quatre vingt (33 862 880) F CFA TTC ont été lancées ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Aucun document attestant la réception effective ne figure dans le dossier.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ; - Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP (15 millions de Francs). Contracter un marché de commande ou de clientèle par appel d'offres; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ACHAT CARBURANT (DECC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	01/06/2009
Date de dépôt des offres	09/06/2009
Attributaire	SHELL SENEGAL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	N/A
Montant du marché	2 999 670 F CFA
Date de réception	31/08/2009
Non conformités	<p>0 offre reçue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Aucune offre reçue, le marché a été attribué au fournisseur de son choix (AC) ; • Aucun bon de commande ou contrat ne figure dans le dossier.
	Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de

Recommandations	transmission.
Commentaires de l'AC	Pour ce qui est du carburant les sociétés pétrolières n'ont jamais répondu aux lettres de cotation et n'établissent pas de contrat.
Appréciation du Cabinet	La recommandation reste valable.

CONSOMMABLES INFORMATIQUES (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	10/08/2009
Date de dépôt des offres	14/08/2009
Attributaire	BUROTIC DIFFUSION
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	20/11/2009
Montant du marché	11 999 987 F CFA
Date de réception	BL N°383993 du 03/12/2009 PV RECEPTION du 14/12/2009
Non conformités	<p>5 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ BUROTIC DIFFUSION : 11 999 986 FCFA TTC ✓ NINA MULTISERVICES : 13 501 560 FCFA TTC ✓ SMS : 13 423 680 FCFA TTC ✓ GICOM : 14 152 920 FCFA TTC ✓ KEUR SERIGNE CHEIKH : 12 715 680 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Délai de dépôt des offres trop court ; • Un fractionnement a été constaté ; cinq (05) DRP d'un cumul de 31 426 563 F CFA TTC ont été lancées ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;

	<ul style="list-style-type: none">• Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ;• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 3A mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;• Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;- Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CM (15 millions). Contracter un marché de commande ou de clientèle ;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

CONSOMMABLES INFORMATIQUES (DECC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	20/02/2009
Date de dépôt des offres	10/03/2009
Attributaire	ETS SOPE BOROM TOUBA
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	19/03/2009
Montant du marché	1 499 780 F CFA
Date de réception	BL et PV RECEPTION du 27/08/2009
Non conformités	<p>5 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ETS SOPE BOROM TOUBA : 1 499 780 FCFA TTC ✓ THIAM INFORMATIQUE : 1 649 640 FCFA TTC ✓ NAURY GAYE : 1 681 264 FCFA TTC ✓ OPTION EXPRESS 2000 : 1 672 060 FCFA TTC ✓ KEUR DABAKH MALICK : 1 707 696 FCFA TTC • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les candidats à qui les lettres de cotation ont été transmises ont tous émis un accusé de réception sur les lettres ; - Les candidats non retenus ont été informés par des lettres d'informations qui étaient sur les dossiers. Je vous transmets les copies de ces lettres
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur.

ACHAT MATERIEL DE COMMUNICATION (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	23/01/2009
Date de dépôt des offres	29/01/2009
Attributaire	CARI
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	9 971 000 F CFA
Date de réception	BL N°518 du 09/02/2009 PV RECEPTION du 09/02/2009
Non conformités	<p>Offres non transmises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les offres ne sont pas jointes dans le dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas daté, cependant l'enregistrement à la DGID date du 11/01/2009 soit avant la date d'invitation.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives au DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les offres et tous les autres documents relatifs à la procédure, doivent être archivés ; - Veiller à dater le contrat et l'enregistrer avant l'exécution du marché.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

MATERIELS DIDACTIQUES (DECC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	28/05/2009
Date de dépôt des offres	09/06/2009
Attributaire	NAURY GAYE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	14 097 696 F CFA
Date de réception	BL du 10/08/2009 PV RECEPTION du 11/08/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ NAURY GAYE : 14 097 696 FCFA TTC ✓ DIAPANDAL : 14 254 476 FCFA TTC ✓ TALLA TAMBEDOU ET FRERES : 14 538 178 FCFA TTC ✓ DABAKH SERVICES : 14 340 186 FCFA TTC ✓ SENEGALAISE DE FOURNIT. ET DE NETT. : 14 236 381 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Un délai de six (6) jours a été observé entre le dépôt des offres et leur ouverture ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les factures pro forma ne sont pas datées et nous constatons des cachets qui sont sensiblement identiques pour les quatre (4) offres rejetées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'a pas été daté.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de

	<p>transmission;</p> <ul style="list-style-type: none">- Une bonne pratique fortement recommandée enseigne que les offres soient ouvertes immédiatement après la date limite de dépôt ;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus ;- Les documents contractuels doivent être datés afin d'en vérifier la chronologie.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Les noms des entreprises et certaines adresses sont mentionnés sur les lettres d'invitation ;- Les accusés de réception sont les copies des lettres de cotation ;- Les candidats non retenus ont été informés par lettre d'information dont je vous envoie copies ; <p>Le contrat a été daté en bas de page. Je vous envoie aussi une copie du contrat.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour le point.</p>

ACHAT PRODUITS D'ENTRETIEN (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/08/09
Date de dépôt des offres	24/08/09
Attributaire	PAPETERIE INFORMATIQUE AMADOU G. SAMB
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	05/10/09
Montant du marché	3 099 860 F CFA
Date de réception	BL N°37/09 du 19/10/09 PV RECEPTION du 19/10/09
Non conformités	<p>Cinq (5)offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ESPACE GLOBAL MUTLTI-SERVICES : 3 130 859 FCFA TTC ✓ ETS SERIGNE BARA ET CIE : 3 400 288 FCFA TTC ✓ ETS MODOU GAYE : 3 261 249 F CFATTC ✓ PAPETERIE INFORMATIQUE A. G. SAMB : 3 099 860 FCFA TTC ✓ COM-BAT SERVICES : 3 161 857 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Délai de dépôt des offres trop court ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres de trois (3) soumissionnaires sont datées antérieurement à l'invitation ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Veiller au respect des règles d'équité envers les soumissionnaires. L'antériorité de ces offres par rapport à l'invitation laisse croire que les règles de la concurrence n'ont pas été respectées et présage d'une régularisation.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ACHAT TEE SHIRT IMPRIME (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	02/09/09
Date de dépôt des offres	09/09/09
Attributaire	MEDIA AFRIQUE
Date du bon de commande	N /A
Date du contrat	14/10/09
Montant du marché	3 451 500 F CFA
Date de réception	BL N°501 du 21/10/09 PV RECEPTION du 26/10/09
Non conformités	<p>5 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ MEDIA AFRIQUE : 3 451 500 FCFA TTC ✓ CO EQUIPE : 4 141 800 FCFA TTC ✓ NET PRESTIGE : 3 681 600 FCFA TTC ✓ ETS DAROU KHOUDOSS : 3 796 650 FCFA TTC ✓ ETS SANOSI SYLLA ET FRERES : 3 911 700 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Délai de dépôt des offres trop court ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • L'offre de l'attributaire (MEDIA AFRIQUE) date du 10/09/09 alors que la date limite de dépôt est le 09/09/09.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - La commission des marchés doit respecter les délais en matière de dépôt des offres, celles qui arrivent hors délai doivent être renvoyées sans avoir été ouverts
Commentaires de l'AC	
Appréciation du cabinet	

ATELIER DE PARTAGE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	INTERNATIONAL EQUIPEMENT SARL
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	14 997 800 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun élément concernant cette DRP n'a été fournie.
	<ul style="list-style-type: none"> - L'autorité contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage

Recommandations	des documents.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FOURNITURE EN CARBURANT (DPRH)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SHELL SENEGAL
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	3 499 738 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>0 offre reçue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas jointes dans le dossier ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Aucune offre n'est jointe au dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Le contrat ou bon de commande ne figure pas dans le dossier ; • Aucun élément attestant de la réception effective ne figure

	<p>dans le dossier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Aucune offre n'étant reçue, la commission a autorisé à l'AC de recourir au fournisseur de son choix.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - les copies des lettres d'invitation sont jointes au dossier, - aucune offre n'est jointe au dossier, car n'ayant pas reçus d'offres des fournisseurs, nous étions dans l'obligation de tenir une deuxième commission et autoriser l'administrateur de crédit de s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix ; - la copie du bon de commande est jointe au dossier ; - la communication à autoriser l'administrateur de crédit de s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix car n'ayant pas reçu d'offres.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 3 et pour les autres points la recommandation reste valable.

CONFERENCES CONGRES ET SEMINAIRES (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE CGI
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	14 986 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE

Non conformités	Aucun élément concernant cette DRP n'a été fournie.
Recommandations	L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

CONFERENCE (DPRH)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	JOKKO DISTRIBUTION
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	7 498 900 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Une (1) seule offre a été reçue :</p> <p>✓ JOKKO DISTRIBUTION : 7 498 900 FCFA TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas dans le dossier ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;

	<ul style="list-style-type: none">• Le contrat ou bon de commande ne figure pas dans le dossier ;• Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus ;- L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Les copies des lettres d'invitation sont jointes au dossier ;- Les lettres des candidats non retenus sont jointes au dossier ;- Le bon de commande est joint au dossier ;- Le document justifiant la réception effective est joint au dossier.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur.

CONSOMMABLE INFORMATIQUE (DPRH)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	CENTRAL D'ACHAT ET DE REPRESENTATION INTERNATIONALE (CARI)
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	3 999 964 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ALI MULTI SERVICE : 4 392 550 FCFA TTC ✓ CARI : 3 999 964 FCA TTC ✓ ETS MODOU GAYE : 4 410 250 FCFA TTC ✓ SNS : 4 342 990 FCFA TTC ✓ COMPTOIR INTERNATIONAL COMMERCE : 4 463 940 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas dans le dossier ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • A l'exception de l'offre de CARI (attributaire), les autres offres ne sont pas datées. De plus, l'offre de l'attributaire CARI est datée du 26/05/09 alors que le dépouillement a eu lieu le 25/05/09 à 11 heures ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat figurant dans le dossier n'est ni daté, ni enregistré ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Respecter le jeu de la concurrence en éliminant les offres

	<p>reçues hors délai ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents (pro forma et contrat) doivent être datés et enregistrés aux services fiscaux (concernant le contrat) ; - Veiller à ce que les fournitures livrées fassent l'objet de bordereau de livraison et de PV de réception.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les copies des lettres d'invitation sont jointes au dossier ; - Les lettres des candidats non retenus sont jointes au dossier ; - Le contrat est daté ; - Un document justifiant la réception effective est jointe au dossier.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur.

ENTRETIEN CLIMATISEURS ET SPLITS (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	20/05/09
Date de dépôt des offres	28/05/09
Attributaire	PRESS HIGH TECH
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	11/08/09
Montant du marché	10 497 221 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ TOUBA GUEDE : 10 977 540 FCFA TTC ✓ GIE UNION : 10 626 490 FCFA TTC ✓ ETS KEUR KHADIM : 10 864 850 FCFA TTC

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ ETS MAMADOU GAYE : 10 753 340 FCFA TTC ✓ PRESS HIGH TECH : 10 497 221 FCFA TTC • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • L'offre de l'attributaire (PRESS HIGH TECH) date du 29/05/09 alors que la date limite de dépôt est le 28/05/09 ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun document justifiant le service fait n'est joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Respecter le jeu de la concurrence en éliminant les offres reçues hors délai ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - L'effectivité des services doit être matérialisée par une certification de service fait ou un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/02/09
Date de dépôt des offres	02/03/09
Attributaire	2AM SUARL
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	27/04/09
Montant du marché	14 999 688 F CFA
Date de réception	N/A
Non conformités	<p>Quatre (4)offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ GIE RAZAKHOU : 22 420 000 FCFA TTC ✓ GIE SOPE MAME DIARRA : 24 544 000 FCFA TTC ✓ GIE ANIMA : 20 650 000 FCFA TTC ✓ SENPUB PYROTECHNIE : 19 765 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Toutes les offres reçues sont antérieures à la date d'invitation ; • L'offre de l'attributaire (2AM SUARL) ne figure pas dans le dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; ; • Le BL ou PV de réception ne figure pas dans le dossier, seul un certificat administratif du 26/05/09 est joint.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - L'antériorité des offres par rapport à l'invitation, prouve que les dispositions du CMP n'ont pas été respectées et qu'il s'agit bien d'une régularisation ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire

	n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATERIEL DE BUREAU (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	22/04/2009
Date de dépôt des offres	30/04/2009
Attributaire	NAURY GAYE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	10 996 420 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION du 05/08/2009
Non conformités	<p>Quatre (4) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ETS DABAKH SERVICES : 11 343 340 FCFA TTC ✓ ETS SENEGALAISE DE FOURNIT. ET NETT. : 11 170 116 FCFA TTC ✓ GIE MDB : 11 140 380 FCFA TTC ✓ ETS MAGOU ENTREPRISE : 11 205 280 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Un fractionnement a été constaté : deux (02) DRP pour un montant total de 15 450 920 FCFA TTC ont été lancées ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres reçues sont postérieures à la date limite de dépôt

	<p>(entre le 04/05 /09 et 05/05/09, la date limite étant le 30/04/2009) ;</p> <ul style="list-style-type: none">• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;• L'offre de l'attributaire NAURY GAYE ne figure pas dans le dossier ;• Le contrat de prestation ne figure pas dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;- Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP. Contracter un marché de commande ou de clientèle ;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus ;- Les offres et tous les autres documents relatifs à la procédure, doivent être archivés.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ENTRETIEN ET MAINTENANCE LOCAUX (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	EL H. A. NDIOUR THIAM
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	03/09/2009
Montant du marché	4 530 348 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Une (1) seule offre reçue :</p> <p>✓ EL H. A. NDIOUR THIAM : 4 530 348 FCFA TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas jointes dans le dossier ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Une seule offre reçue, celle de l'attributaire ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Le contrat n'est pas enregistré à la Direction General des Impôts et Domaines (DGID) ; • Aucun élément attestant la réception effective ne figure dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - La bonne pratique recommande pour ce type de contrat, la demande de cotation auprès de 5 prestataires au moins ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents relatifs à la procédure doivent être conservés ; - Le contrat doit être enregistré à la Direction General des Impôts et Domaines (DGID) ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ENTRETIEN ET NETTOIEMENT LOCAUX (DECC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	28/05/2009
Date de dépôt des offres	09/06/2009
Attributaire	NAURY GAYE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	29/06/2009
Montant du marché	2 137 098 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION du 11/09/09 (1ère tranche) PV RECEPTION du 03/09/09 (2ème tranche)
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ NAURY GAYE: 2 137 098 FCFA TTC ✓ TALLA TAMBEDOU ET FRERES : 2 956 600 FCFA TTC ✓ BOURRETTA SERVICES: 2 690 400 FCFA TTC ✓ SENEGALAISE DE FOURNIT.ET NETT. : 3 186 000 FCFA TTC ✓ GIE MAME DIARRA BOUSSO : 2 832 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Les deux (2) factures émises à des dates différentes et numéros différents concernent la même période (janvier à juin).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Les prestations facturées en septembre (facture définitive n°60) doivent être rattachées à la période (juillet à décembre).
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES (DA)	
Description	Marchés
Date d'invitation	16/04/2009
Date de dépôt des offres	23/04/2009
Attributaire	ALIOU DIALLO GARAGISTE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	23/04/2009
Montant du marché	2 999 560 F CFA
Date de réception	23/04/2009
Non conformités	<p>Quatre (4) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ SÉNÉGARAGE: 3 589 206 FCFA TTC ✓ CARROSSERIE KHAMIDOU ASSOUL: 3 148 240 FCFA TTC ✓ ALIOU DIALLO GARAGISTE: 2 999 560 FCFA TTC ✓ ETS KEUR MASS: 3 129 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Seules 4 offres figurent dans le dossier et celles-ci ne sont pas datées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • La date du contrat, du PV de réception et celle du dépôt des offres est identique
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - La bonne pratique recommande pour ce type de contrat, la demande de cotation auprès de cinq (5) prestataires au moins ; - La simultanéité des dates de dépôt des pro-formas, de signature du contrat et de réception des services laisse croire qu'il s'agit d'une régularisation.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le PV de dépouillement interne n°0004 METFP/DC/DA du 23 Avril 2009 concernant l'entretien et la réparation de véhicules, il est relaté que la commission de dépouillement des offres a enregistré quatre (4) plis sur cinq (5) demandes de cotations adressés aux différents soumissionnaires. Abdoulaye Ndiour THIAM n'a pas présenté son offre ; - Aucune preuve de la transmission effective des lettres

	<p>d'invitations :</p> <p>les doubles des demandes de cotation qui vous sont transmis ne sont pas signés. Je vous prie d'accepter les lettres sur lesquelles les soumissionnaires ont apposé leurs signatures et leurs cachets. Aussi c'est la transmission des lettres de cotation qui a entraîné la participation des fournisseurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les non-retenus n'ont pas été informés : <p>L'article 71.7 in fine du code des marchés publics stipule que l'autorité contractante communique à tout candidat qui en a la demande par écrit les motifs du rejet de sa candidature.</p> <p>La section 2, article 57 du recueil des textes de l'ARMP, stipule que le procès verbal est remis par la suite à tous les soumissionnaires qui en font la demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La date du contrat, du PV de réception et celle du dépôt des offres est la même : <p>Je suis d'avis que les lettres laissent entrevoir des erreurs et des coïncidences de dates. Cependant pour ce qui concerne les travaux, les réparations et les prestations de services, comme c'est le cas, un contrat annuel et bipartie est signé et PV de réception technique constaté la véracité des travaux effectués établi à cet effet. D'ailleurs, la Direction Générale des impôts et Domaines a validé le dit contrat le 14 août, seule date de référence.</p> <p>Je prends acte des remarques émises et vous signale que vos recommandations vont être prise en compte.</p>
Appréciation du Cabinet	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2 et pour les autres points la recommandation reste valable.</p>

ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	27/07/2009
Date de dépôt des offres	03/08/2009
Attributaire	IBRA GUEYE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	14/08/2009
Montant du marché	5 500 000 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION du 15/09/2009
	Cinq (5) offres ont été reçues :

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ GARAGE IBRA GUEYE: 5 500 000 FCFA TTC ✓ GARAGE NDOYE ET FRERES: 5 815 512 FCFA TTC ✓ GARAGE MBENGUE OUSMANE: 5 695 735 FCFA TTC ✓ GARAGE AD AUTO: 5 747 750 FCFA TTC ✓ GARAGE CARROSSERIE DE LA ROCADE: 5 832 558 FCFA TTC • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Les offres reçues ne sont pas datées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Les documents doivent être datés afin d'en établir la chronologie ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ETUDE D'IMPACT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LE NIVEAU DE L'EMPLOI (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	21 240 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Aucun élément concernant cette DRP n'a été fournie.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ETUDE SUR L'ASSISTANCE ET L'EXECUTION DES PROJETS (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	24 998 300 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Aucun élément concernant cette DRP n'a été fournie.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FÊTE ET CEREMONIE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GUEYE THIE "T AND PARTNERS"
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	4 999 660 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Aucun élément concernant cette DRP n'a été fournie.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des

	opérations.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FORMATION RESIDENTIELLE POUR LES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS SUR LES TECHNIQUES D'ELABORATION DU BUDGET (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	28/06/2009
Montant du marché	24 986 500 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ACP : 24 986 500 FCFA TTC ✓ PB NET : 27 877 500 FCFA TTC ✓ NTIC : 27 258 000 FCFA TTC ✓ SDPP : 26 845 000 FCFA TTC ✓ ADB : 26 019 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas jointes dans le dossier ; • Les factures- pro forma datent des mois de mai et septembre ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;

	<ul style="list-style-type: none">• Le contrat n'a pas été enregistré au niveau de la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID) ;• Aucun élément attestant la réception effective.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- l'autorité contractante doit veiller à ce que les documents relatifs à la procédure soient archivés ;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus ;- Le contrat doit être enregistré à la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID) ;- Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FORMATION SUR L'ELABORATION D'UN RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	28/05/2009
Date de dépôt des offres	05/06/2009
Attributaire	ADB
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	24 998 300 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Offres non fournies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un fractionnement a été constaté ; deux (2) DRP d'un montant total de trente cinq millions vingt huit mille trois cents francs (35 028 300 FCFA)TTC ont été lancées ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres des différents soumissionnaires ne sont pas jointes au dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun avis à donner sur le rapport d'évaluation du fait que les offres ne figurent pas dans le dossier ; • Le contrat n'est pas daté, l'enregistrement à la DGID date du 28/07/2009 ; le contrat est libellé entre l'AC et ADB, cependant le cachet figurant dans le contrat est celui de l'Agent Comptable Particulier (ACP) ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Seul un certificat administratif du 28/07/2009 (pour justifier la réception effective) est joint dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;

	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FORMATION SUR L'ELABORATION D'UN RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/05/2009
Date de dépôt des offres	01/06/2009
Attributaire	ADB
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	23/07/2009
Montant du marché	10 030 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ADB : 10 030 000 FCFA TTC ✓ NTIC CONSULT : 11 210 000 FCFA TTC ✓ TRADING ET SERVICES : 11 741 000 FCFA TTC ✓ SDPP : 10 620 000 FCFA TTC ✓ ACP : 10 561 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Un fractionnement a été constaté ; deux (2) DRP d'un montant total de trente cinq millions vingt huit mille trois cents francs(35 028 300 FCFA TTC) ont été lancées ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres

	<p>d'invitation ;</p> <ul style="list-style-type: none">• Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ;• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;• Aucun document attestant la réception effective.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Le montant total des prestations de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP (15 millions de Francs). Contracter un marché de commande ou de clientèle ;- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus ;- Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception ou d'une attestation de service fait.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLE INFORMATIQUE (USCP)	
Description	Marchés
Date d'invitation	11/03/2009
Date de dépôt des offres	19/03/2009
Attributaire	BAT-PRES
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	23/03/2009
Montant du marché	12 091 850 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION NON DATE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ SERIGNE MBODJI : 13 937 450 FCFA HT ✓ BAT- PRES : 12 091 850 FCFA HT ✓ ETS "PAPE MAMADOU DIOP" : 12 653 090 FCFA HT ✓ ANSAR AFFAIRES MULTISERVICES : 12 329 390 FCFA HT ✓ KD KHADIM DIAKHATE : 12 591 135 FCFA HT <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le PV de réception n'est ni, numéroté, ni daté.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents doivent être numérotés et datés.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FOURNITURE (USCP)	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/01/2009
Date de dépôt des offres	30/01/2009
Attributaire	BERNABE
Date du bon de commande	07/08/2009
Date du contrat	N/A
Montant du marché	5 DRP (45 467 507 F CFA)
Date de réception	Période AOUT-OCTOBRE
Non conformités	<p>Une seule offre reçue par DRP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ DRP1 BERNABE : 11 875 413 FCFA HT ✓ DRP2 BERNABE : 5 680 000 FCFA HT ✓ DRP3 BERNABE : 12 277 702 FCFA HT ✓ DRP4 BERNABE : 14 238 247 FCFA HT ✓ DRP5 BERNABE : 13 961 145 FCFA HT <ul style="list-style-type: none"> • Un fractionnement a été constaté ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation (les copies ne sont pas déchargées) ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Une seule offre a été reçue (par DRP), à savoir celle de BERNABE (attributaire) ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le montant total des fournitures constituées d'outillage pour différents corps de métier dépasse le seuil fixé pour les DRP. Un appel d'offre ouvert devrait être lancé ; - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission. En effet, le fait qu'il n'y ait que le même soumissionnaire pour chaque DRP, paraît douteux ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;

	- Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FOURNITURE DE BUREAU (DFPT)	
Description	Marchés
Date d'invitation	06/04/2009
Date de dépôt des offres	20/04/2009
Attributaire	GIE CGI
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	05/05/2009
Montant du marché	6 248 808 F CFA
Date de réception	BL N°733 du 09/07/2009 PV RECEPTION du 09/07/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ALY MULTISERVICES: 7 966 829 FCFA TTC ✓ GIE CGI: 6 248 808 FCFA TTC ✓ ETS MODOU GAYE: 8 649 046 FCFA TTC ✓ SEN PAPETERIE: 7 718 498 FCFA TTC ✓ CIC: 7 754 016 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;- Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Tous les candidats ont reçu les lettres d'invitation et ont déchargé sur copies des originaux ;- Toutes les lettres d'invitation font mention des noms et adresses des candidats invités ;- Le délai d'exécution est difficile de fixer pour ces cas de marché vue le circuit de la dépense, on précise uniquement que le contrat est valable pour la gestion de l'année en cours ;- Tous les candidats non retenue ont été informés.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2 et les autres points la recommandation reste valable.

FOURNITURE DE BUREAU (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/01/2009
Date de dépôt des offres	30/01/2009
Attributaire	GIE CGI
Date du bon de commande	N /A
Date du contrat	11/02/2009
Montant du marché	14 978 920 F CFA
Date de réception	BL N°709 du 09/02/2009 PV RECEPTION du 27/03/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ GIE CGI: 14 978 920 FCFA TTC ✓ ETS TOP NÉGOCE: 16 344 180 FCFA TTC ✓ SNS: 17 632 740 FCFA TTC ✓ SODATRI: 17 789 680 FCFA TTC ✓ ALY MULTISERVICES: 17 202 040 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Un fractionnement a été constaté ; dix (10) DRP pour un montant total de quarante huit millions six cent dix huit mille deux cent soixante (48 618 260 FCFA TTC) ont été lancées ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres ne sont pas datées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas daté, cependant il a fait l'objet d'un enregistrement à la date du 11 janvier 2009 ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Les fournitures ont été facturées et livrées le 09 février 2009, cependant le PV de réception a été établi le 27 mars 2009, le délai est relativement long.
	- Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le

Recommandations	<p>seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP (15 millions de francs). Contracter un marché de commande ou de clientèle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les offres doivent être datées afin d'en établir la chronologie par rapport à la date de dépôt fixée pour les candidats ; de même que le contrat ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services doivent être réceptionnés avant l'établissement de la facture définitive.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

FRAIS DE RESCEPTION ET D'HEBERGEMENT DES EXPERTS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/01/09
Date de dépôt des offres	30/01/09
Attributaire	SENEGALAISE DE COMMERCE ET DE TRAVAUX
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	14 499 840 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>0 offre fournie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et

	<p>adresses des candidats invités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas daté et l'enregistrement au niveau de la DGID date du 11/01/2009 (antérieure à l'invitation à soumissionner) ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le contrat, seul un certificat administratif daté du 04/03/2009 est joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; <p>L'antériorité de la signature du contrat par rapport à la date d'invitation aux candidats à fournir des offres laisse croire qu'il s'agit d'une régularisation.</p>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

MATERIEL PEDAGOGIQUE ET DIDACTIQUE (DFPT)	
Description	Marchés
Date d'invitation	24/02/09
Date de dépôt des offres	10/03/09
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	17/03/09
Montant du marché	5 499 154 F CFA
Date de réception	BL et PV RECEPTION NON DATES
Non conformités	<p>Cinq (5)offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ NTIC 5 617 626 FCFA TTC ✓ ASSISTANCE DISTRIBUTION BUSINESS 5 528 772 FCFA TTC ✓ SDPP 5 558 390 FCFA TTC ✓ ACP 5 499 154 FCFA TTC ✓ PB NET SOLUTIONS 5 588 008 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Les documents justifiant la réception effective ne sont pas datés.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents doivent être datés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les candidats ont reçu les lettres d'invitation et ont déchargé sur les copies des originaux ; - Toutes les lettres d'invitation font mention des noms et

	<p>adresses des candidats invités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le délai d'exécution est difficile de fixer pour ces cas de marché vu le circuit de la dépense, on précise uniquement que le contrat est valable pour la gestion de l'année en cours ; - Tous les candidats non retenus ont été informés ; - L'absence de date sur le PV et le BL est due à une omission sur les exemplaires archivés.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2 et pour les autres points la recommandation reste valable.

NETTOYAGE LOCAUX (DA)	
Description	Marchés
Date d'invitation	16/04/09
Date de dépôt des offres	23/04/09
Attributaire	EL HADJ ABDOULAYE NDIOUR THIAM
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	30/04/09
Montant du marché	3 993 120 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION du 02/10/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ EI HADJ ABDOULAYE NDIOUR THIAM 3 993 120 FCFA TTC ✓ SPEED TECH 4 248 000 FCFA TTC ✓ MAMADOU C. LETTE 4 233 840 FCFA TTC ✓ GIE EUREKA MULTI-SERVICES 4 141 800 FCFA TTC ✓ GENERAL BUILDING et PWC 4 078 080 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ;

	<ul style="list-style-type: none"> Les candidats non retenus n'ont pas été informés.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

POSE DE PORTES CAPITONNEES ET D'ENSEIGNES (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	25/02/09										
Date de dépôt des offres	04/03/09										
Attributaire	EL HADJI A. NDIOUR THIAM										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	15/10/09										
Montant du marché	4 530 348 F CFA										
Date de réception	PV RECEPTION du 21/10/09										
Non conformités	<p>Cinq(5) offres reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ EGCB</td><td>5 463 400 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ETS SOULEYMANE BA</td><td>5 475 474 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ EUREKA MULTI SERVICES</td><td>5 276 960 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ETS SERVICES PLUS</td><td>5 299 380 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ EL H. A. N. THIAM</td><td>4 530 348 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; 	✓ EGCB	5 463 400 FCFA TTC	✓ ETS SOULEYMANE BA	5 475 474 FCFA TTC	✓ EUREKA MULTI SERVICES	5 276 960 FCFA TTC	✓ ETS SERVICES PLUS	5 299 380 FCFA TTC	✓ EL H. A. N. THIAM	4 530 348 FCFA TTC
✓ EGCB	5 463 400 FCFA TTC										
✓ ETS SOULEYMANE BA	5 475 474 FCFA TTC										
✓ EUREKA MULTI SERVICES	5 276 960 FCFA TTC										
✓ ETS SERVICES PLUS	5 299 380 FCFA TTC										
✓ EL H. A. N. THIAM	4 530 348 FCFA TTC										

	<ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

PROMOTION ET ORIENTATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE VERS LE MARCHÉ DU TRAVAIL (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	02/02/2009
Date de dépôt des offres	10/02/2009
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	10/02/2009
Montant du marché	14 999 570 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ACP 14 999 570 FCFA TTC ✓ NTIC 15 859 200 FCFA TTC ✓ CESP 18 124 800 FCFA TTC ✓ ADB 18 691 200 FCFA TTC ✓ PB NET 16 992 000 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres

	<p>d'invitation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Les dates du contrat et du dépôt des offres sont identiques ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le contrat, seul un certificat administratif daté du 19/02/2009 est joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

REHABILITATION CFTF BAKEL (DC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	13/08/2009
Date de dépôt des offres	20/08/2009
Attributaire	ETS ESS
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	24 655 400 F CFA
Date de réception	03/12/2009
Non conformités	<p>5 offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ETS ESS 24 640 000 FCFA TTC ✓ EGENO 26 557 425 FCFA TTC ✓ ESNBTP 27 476 318 FCFA TTC ✓ LE PRESTATAIRE 26 581 866 FCFA TTC ✓ ETS NGOM & FILS 26 873 763 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Les offres ne sont pas datées ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Un écart de quinze mille quatre cent (15 400 F CFA) est relevé entre la facture pro forma et la facture définitive.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus.
	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitations ont été transmises et reçus par les entreprises sélectionnées dont les noms et adresses sont

Commentaires de l'AC	<p>indiqués sur les dites lettres. C'est pourquoi les offres ont été reçues dans les délais et les ouvertures des plis effectuées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les lettres ont mentionné les noms et adresses des entreprises invités (ci-joint copies lettres d'invitation) ; - En effet, le délai d'exécution n'est pas mentionné dans le contrat compte tenu du fait que les travaux ayant démarré en début octobre devait être obligatoirement réceptionné avant la fin de la gestion, passé ce délai les crédits sont perdus et le contrat définitivement annulé ; - Effectivement, il s'agit d'une erreur constatée.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2 , et pour les autres points la recommandation reste valable.

REHABILITATION SALLE INFORMATIQUE LYCEE IBRAHIMA NIASSE KAOLACK (DC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE ASENAK
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	27/01/2009
Montant du marché	7 275 000 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION provisoire du 04/02/2009
Non conformités	<p>Deux (2) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ GIE ASENAK 7 275 000 FCFA TTC ✓ QUINCAILLERIE CAB 8 730 200 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas jointes dans le dossier ; • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Seules deux (02) offres ont été fournies ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Les factures pro forma ne sont pas datées ; • Le PV d'ouverture des plis n'est pas joint au dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Seul le PV de RECEPTION provisoire a été fourni.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - La bonne pratique recommande pour ce type de contrat, la demande de cotation auprès de cinq (5) prestataires au moins ; - Les documents doivent être datés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation sont présentes dans les dossiers ayant permis l'ouverture des plis (ci-joint copie des lettres d'invitation) ; - Les offres ont été reçues à la date indiquée sur la lettre d'invitation et l'ouverture des plis effectués (ci-joint les cinq offres reçues et le PV d'ouverture) ; - Les candidats non retenus ont été informés par leurs représentants présents à l'ouverture ; - Le délai d'exécution est lié à la contrainte d'exécution des travaux en raison de l'imminence de la fin de gestion.
Appréciation du Cabinet	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2, et pour les autres points la recommandation reste valable.</p>

REHABILITATION CETF TOUBACOUTA (DC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	09/11/2009
Date de dépôt des offres	17/11/2009
Attributaire	GIE ASENAK
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	24 311 646 F CFA
Date de réception	07/12/2009
Non conformités	<p>Quatre (4) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ GIE ASENAK 24 311 646 FCFA TTC ✓ ENTRAD 24 315 250 FCFA TTC ✓ GMB 24 450 000 FCFA TTC ✓ OYELET 24 550 300 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Les décharges (cachets et signatures) sont faites sur les lettres d'invitation, cependant la mention « reçu le ... » est faite avec une écriture sensiblement identique sur toutes les lettres ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Seules 4 offres sont dans le dossier et ne sont pas datées ; • Le PV d'ouverture des plis n'est pas dans le dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas daté et est enregistré le 09/12/2009 ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;

	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à informer les candidats non retenus ;- L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre de suivre la traçabilité des opérations ;- La date de signature du contrat doit être indiquée ;- Le montant cumulé des travaux de réhabilitation d'infrastructures dépasse le seuil fixé pour les travaux à l'article 53 du CMP. Contracter un marché par appel d'offres avec allotissement au besoin.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none">- Le constat fait de la ressemblance d'écriture n'est pas confirmé par les lettres d'invitation ci-jointes ;- Les lettres d'invitation ont mentionné les noms et adresses des entreprises consultées (voir copie lettre) ;- Il y'a bien cinq (5) offres qui ont permis l'ouverture et l'établissement du PV (ci-joint copies des offres) ;- Ci-joint copie PV d'ouverture ;- Ci-joint copie contrat enregistré ;- Délai relatif aux exigences de la clôture de la gestion.
Appréciation du cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 2, 3, 4, 5, et 6, et pour les autres points la recommandation reste valable.

REHABILITATION SALLE INFORMATIQUE PODOR ET RICHARD TOLL (DC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	14/11/2008
Date de dépôt des offres	25/11/2008
Attributaire	ADB GROUPE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	20/02/2009
Montant du marché	13 360 000 F CFA
Date de réception	02/10/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ADB 13 360 000 FCFA TTC ✓ SDPP 13 594 780 FCFA TTC ✓ CESP 13 719 860 FCFA TTC ✓ BJE 14 670 800 FCFA TTC ✓ QUINCAILLERIE CAB 16 397 780 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres ne sont pas datées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents doivent être datés.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitations ont été transmises (ci-joint photocopie des cinq (5) documents ; - Les entreprises sélectionnées ont bien reçu leur lettre pour avoir répondu à la demande de consultation à la date indiquée ; - Le délai d'exécution est lié à la contrainte de la fin de gestion comme indiqué dans les autres réponses.
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2, et pour l'autre point la recommandation reste valable.

REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE AGRICOLE BIGNONA (DC)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	28/05/2009										
Date de dépôt des offres	08/06/2009										
Attributaire	ETS DA ROSA										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	12/11/2009										
Montant du marché	24 988 045 F CFA										
Date de réception	23/11/2009										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ TECHNIK SÉNÉGAL</td><td>25 055 178 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ETS DA ROSA</td><td>24 988 045 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SUD CONSTRUCTION</td><td>26 358 008 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ PRO CONSTRUCTION</td><td>28 522 648 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ BATI-SUD</td><td>25 151 184 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Les décharges (cachets et signatures) sont faites sur les lettres d'invitation, cependant la mention « reçu le ... » est faite avec une écriture sensiblement identique sur toutes les lettres ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et 	✓ TECHNIK SÉNÉGAL	25 055 178 FCFA TTC	✓ ETS DA ROSA	24 988 045 FCFA TTC	✓ SUD CONSTRUCTION	26 358 008 FCFA TTC	✓ PRO CONSTRUCTION	28 522 648 FCFA TTC	✓ BATI-SUD	25 151 184 FCFA TTC
✓ TECHNIK SÉNÉGAL	25 055 178 FCFA TTC										
✓ ETS DA ROSA	24 988 045 FCFA TTC										
✓ SUD CONSTRUCTION	26 358 008 FCFA TTC										
✓ PRO CONSTRUCTION	28 522 648 FCFA TTC										
✓ BATI-SUD	25 151 184 FCFA TTC										

	<p>adresses des candidats invités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les offres ne sont pas datées ; et deux(2) soumissionnaires ont la même adresse et présentent des factures pro-forma qui ont les mêmes caractéristiques ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le montant cumulé des travaux de réhabilitation d'infrastructures dépasse le seuil fixé pour les travaux à l'article 53 du CMP. Contracter un marché par appel d'offres avec allotissements au besoin ; - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les documents doivent être datés ; - Deux(2) soumissionnaires ont la même adresse et présentent des factures pro-forma qui ont les mêmes caractéristiques ce qui laisse supposer un manque de transparence.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE MAURICE DELAFOSSE (DC)									
Description	Marchés								
Date d'invitation	14/05/2009								
Date de dépôt des offres	25/05/2009								
Attributaire	ETS TOUBA DAROU MINAME								
Date du bon de commande	N/A								
Date du contrat	07/12/2009								
Montant du marché	23 775 200 F CFA								
Date de réception	PV RECEPTION du 10/12/2009								
Non conformités	<p>Quatre (4) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ ETS TOUBA DAROU MINAME</td><td>23 775 200 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ GICOTEC</td><td>28 386 740 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SATARAA</td><td>24 450 960 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SAP</td><td>25 976 980 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Les décharges (cachets et signatures) sont faites sur les lettres d'invitation, cependant la mention « reçu le ... » est faite avec une écriture sensiblement identique sur toutes les lettres ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Seules quatre (4) offres figurent dans le dossier, la lettre d'invitation concernant l'offre SATARAA n'est pas dans le dossier ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le PV d'ouverture des plis ne figure dans le dossier ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; 	✓ ETS TOUBA DAROU MINAME	23 775 200 FCFA TTC	✓ GICOTEC	28 386 740 FCFA TTC	✓ SATARAA	24 450 960 FCFA TTC	✓ SAP	25 976 980 FCFA TTC
✓ ETS TOUBA DAROU MINAME	23 775 200 FCFA TTC								
✓ GICOTEC	28 386 740 FCFA TTC								
✓ SATARAA	24 450 960 FCFA TTC								
✓ SAP	25 976 980 FCFA TTC								
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - L'autorité contractante doit veiller à la conservation des archives, afin de permettre un suivi de la traçabilité des opérations ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus. 								

Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres ont été reçues par des représentants différents ; - Les lettres d'invitation ont bien mentionné l'adresse des candidats (entreprises) invités (ci-joint copie des lettres) ; - Cinq (5) offres ont figuré dans le dossier (ci-joint copies des offres). La lettre d'invitation de sataraa est bien dans le dossier (voir lettre n°00104/S.M.B= Satarraa Mbilda Batiment) ; - Ci-joint le PV d'ouverture des plis ; - Le délai est lié à la clôture de la gestion
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur.

REHABILITATION SALLE INFORMATIQUE CFTP BAILA, FANDA, OUSSOUYE (DC)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	19/11/2008										
Date de dépôt des offres	27/11/2008										
Attributaire	ETS DA ROSA										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	10/02/2009										
Montant du marché	24 020 300 F CFA										
Date de réception	PV RECEPTION du 22/07/2009										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <table border="0"> <tr> <td>✓ ETS DA ROSA</td><td>24 020 300 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ PRO CONSTRUCTION</td><td>24 807 600 FCA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SUD CONSTRUCTION</td><td>25 243 963 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ TECHNIK SÉNÉGAL</td><td>24 118 544 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ BATI-SUD</td><td>24 499 114 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Les décharges (cachets et signatures) sont faites sur les lettres d'invitation, cependant la mention « reçu le ... » est faite avec une écriture sensiblement identique sur toutes les lettres ; 	✓ ETS DA ROSA	24 020 300 FCFA TTC	✓ PRO CONSTRUCTION	24 807 600 FCA TTC	✓ SUD CONSTRUCTION	25 243 963 FCFA TTC	✓ TECHNIK SÉNÉGAL	24 118 544 FCFA TTC	✓ BATI-SUD	24 499 114 FCFA TTC
✓ ETS DA ROSA	24 020 300 FCFA TTC										
✓ PRO CONSTRUCTION	24 807 600 FCA TTC										
✓ SUD CONSTRUCTION	25 243 963 FCFA TTC										
✓ TECHNIK SÉNÉGAL	24 118 544 FCFA TTC										
✓ BATI-SUD	24 499 114 FCFA TTC										

	<ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres ne sont pas datées ; et deux(2) soumissionnaires ont la même adresse et présentent des factures pro forma qui ont les mêmes caractéristiques ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le montant cumulé des travaux de réhabilitation d'infrastructures dépasse le seuil fixé pour les travaux à l'article 53 du CMP. Contracter un marché par appel d'offres avec allotissements au besoin ; - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Les documents doivent être datés ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit pourtant d'entreprises différentes ; - Les lettres d'invitation ont mentionné les noms et adresses des entreprises invités (ci-joint copies des lettres) ; - Les offres ont été reçues dans les délais indiqués par la lettre et les représentants sont différents ; - Les candidats non retenus ont été informés par leur représentant à l'ouverture.
Appréciation du Cabinet	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2, et pour les autres points la recommandation reste valable.</p>

SEMINAIRE DE FORMATION DES GESTIONNAIRES ET PLANIFICATEURS AU NIVEAU CENTRAL ET DECONCENTRE DU MINISTRE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	07/09/2009
Date de dépôt des offres	14/09/2009
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	15/10/2009
Montant du marché	24 957 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5)offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ACP 24 957 000 FCFA TTC ✓ ADB 25 665 000 FCFA TTC ✓ SDPT 25 311 000 FCFA TTC ✓ NTIC 25 842 000 FCFA TTC ✓ ACTAB 25 753 500 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • La date des offres est postérieure à celle limite de dépôt ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP • Aucun document justifiant la réception effective, cependant un certificat administratif du 30/10/2009 est joint dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.

Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

SEMINAIRE (DFPT)	
Description	Marchés
Date d'invitation	16/10/2009
Date de dépôt des offres	30/10/2009
Attributaire	ACP
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	04/11/2009
Montant du marché	5 994 400 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ AFRICA COMPUTER PRODUCTIONS 5 994 400 FCFA TTC ✓ THIM TEL 6 820 400 FCFA TTC ✓ CESP 6 195 000 FCFA TTC ✓ BF TRADING ET SERVICES 6 230 400 FCFA TTC ✓ ACTAB 6 525 400 FCFA TTC <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire

	<p>n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les candidats ont reçu les lettres d'invitation et ont déchargé sur les copies des originaux ; - Toutes les lettres d'invitation font mention des noms et adresses des candidats invités ; - Le délai d'exécution est difficile de fixer pour ces cas de marché vu le circuit de la dépense, on précise uniquement que le contrat est valable pour la gestion de l'année en cours ; - Tous les candidats non retenus ont été informés ; - Selon le décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant règlement général de la comptabilité publique, le certificat administratif joint comme pièce justificative complémentaire certifie la réalité du service fait en complément des factures jointes certifiées et liquidées. -
Appréciation du Cabinet	<p>Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 et 2, et pour les autres points la recommandation reste valable.</p>

SEMINAIRE RESIDENTIEL D'AJUSTEMENT ET D'HARMONISATION DU CDSMT (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	26/01/2009										
Date de dépôt des offres	03/02/2009										
Attributaire	ACP										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	12/02/2009										
Montant du marché	24 998 300 F CFA										
Date de réception	NON DISPONIBLE										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ ACP</td><td>24 998 300 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ NTIC CONSULT</td><td>25 497 912 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ CESP</td><td>26 005 123 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ADB</td><td>26 526 754 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ PB NET</td><td>26 682 278 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres sont antérieures à la date limite de dépôt ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le dossier, un certificat administratif datant du 19/02/2009 est joint. 	✓ ACP	24 998 300 FCFA TTC	✓ NTIC CONSULT	25 497 912 FCFA TTC	✓ CESP	26 005 123 FCFA TTC	✓ ADB	26 526 754 FCFA TTC	✓ PB NET	26 682 278 FCFA TTC
✓ ACP	24 998 300 FCFA TTC										
✓ NTIC CONSULT	25 497 912 FCFA TTC										
✓ CESP	26 005 123 FCFA TTC										
✓ ADB	26 526 754 FCFA TTC										
✓ PB NET	26 682 278 FCFA TTC										
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception. 										

Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

SEMINAIRE SUR LE MOUVEMENT NATIONAL DES PERSONNELS DE L'EDUCATION (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	03/06/09										
Date de dépôt des offres	11/06/09										
Attributaire	TERANGA HOTEL										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	13/10/09										
Montant du marché	3 230 250 F CFA										
Date de réception	NON DISPONIBLE										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ TERANGA HOTEL ET VILLA</td><td>3 230 250 FCA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ HOTEL LES BOUGAINVILLEES</td><td>4 507 600 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SENEGAL DECOUVERTES TOURISTIQUES</td><td>3 955 950 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ HÔTEL FOUNDIOUGNE</td><td>3 416 100 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ LAMANTIN BEACH</td><td>5 333 885 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le contrat, seul un certificat administratif daté du 24/11/2009 est joint au dossier. 	✓ TERANGA HOTEL ET VILLA	3 230 250 FCA TTC	✓ HOTEL LES BOUGAINVILLEES	4 507 600 FCFA TTC	✓ SENEGAL DECOUVERTES TOURISTIQUES	3 955 950 FCFA TTC	✓ HÔTEL FOUNDIOUGNE	3 416 100 FCFA TTC	✓ LAMANTIN BEACH	5 333 885 FCFA TTC
✓ TERANGA HOTEL ET VILLA	3 230 250 FCA TTC										
✓ HOTEL LES BOUGAINVILLEES	4 507 600 FCFA TTC										
✓ SENEGAL DECOUVERTES TOURISTIQUES	3 955 950 FCFA TTC										
✓ HÔTEL FOUNDIOUGNE	3 416 100 FCFA TTC										
✓ LAMANTIN BEACH	5 333 885 FCFA TTC										

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS DES BLOCS SANITAIRES DEU CETF TAMBACOUNDA (DC)	
Description	Marchés
Date d'invitation	11/09/2009
Date de dépôt des offres	22/09/2009
Attributaire	ETS ESS
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DATE
Montant du marché	23 755 400 F CFA
Date de réception	03/12/2009
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ETS ESS 23 755 400 FCFA TTC ✓ ETS NGOM & FILS 25 031 518 FCFA TTC ✓ ETS GENO 25 601 749 FCFA TTC

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ LE PRESTATAIRE 25 555 559 FCFA TTC ✓ ESNBTP 26 484 389 FCFA TTC • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres ne sont pas datées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas daté et est enregistré après la réception effective des travaux ; • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission; - Les documents doivent être datés ; - Etablir le contrat avant l'exécution ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitations ont été effectivement transmises et les concernés ont répondu à la date indiquée ayant permis de procéder à l'ouverture des plis à l'heure indiquée sur le PV ; - Les lettres ont mentionné les noms et adresses des entreprises invités (ci-joint copies lettres ; - Les candidats non retenus ont été informés par leur représentant à l'ouverture des plis ; - Le contrat est bien enregistré après réception (ci-joint copie du contrat et PV de réception)
Appréciation du Cabinet	Les commentaires de l'AC ont été pris en compte dans les conclusions de l'auditeur pour les points 1 ,2 et 3, et pour les autres points la recommandation reste valable.

TRAVAUX DIVERS DE PLOMBERIE ET MENUISERIE METALLIQUE (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	23/01/2009										
Date de dépôt des offres	30/01/2009										
Attributaire	EL HADJI A. NDIOUR THIAM										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	02/02/2009										
Montant du marché	14 869 652 F CFA										
Date de réception	PV RECEPTION du 18/03/2009										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ ETS A. BOUROUDJI DABO</td><td>15 973 660 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ GENERAL BUILDING</td><td>15 690 460 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ SPEED TECH</td><td>15 223 652 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ AFDIS GIE</td><td>16 132 960 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ EL H. A. NDIOUR THIAM</td><td>14 869 652 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ; • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les offres ne sont pas datées ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; 	✓ ETS A. BOUROUDJI DABO	15 973 660 FCFA TTC	✓ GENERAL BUILDING	15 690 460 FCFA TTC	✓ SPEED TECH	15 223 652 FCFA TTC	✓ AFDIS GIE	16 132 960 FCFA TTC	✓ EL H. A. NDIOUR THIAM	14 869 652 FCFA TTC
✓ ETS A. BOUROUDJI DABO	15 973 660 FCFA TTC										
✓ GENERAL BUILDING	15 690 460 FCFA TTC										
✓ SPEED TECH	15 223 652 FCFA TTC										
✓ AFDIS GIE	16 132 960 FCFA TTC										
✓ EL H. A. NDIOUR THIAM	14 869 652 FCFA TTC										
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Les documents doivent être datés. 										
Commentaires de l'AC											

Appréciation du Cabinet	

TRAVAUX ET REPARATION DES LOCAUX (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	NON DISPONIBLE										
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE										
Attributaire	PRESS HIGH TECH										
Date du bon de commande	N/A										
Date du contrat	13/05/2009										
Montant du marché	6 052 786 F CFA										
Date de réception	NON DISPONIBLE										
Non conformités	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ PRESS HIGH-TECH</td><td>6 052 786 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ BOROME MADINA SERVICES</td><td>6 375 894 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ GIE L'UNION</td><td>6 136 944 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ PAPE MAMADOU DIOP</td><td>6 653 312 FCFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ETS KEUR KHADIM</td><td>6 293 486 FCFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au fichier ; • Les offres ont des cachets sensiblement identiques et n'ont pas d'entête spécifique ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; • Le contrat n'est pas enregistré au niveau de la DGID ; 	✓ PRESS HIGH-TECH	6 052 786 FCFA TTC	✓ BOROME MADINA SERVICES	6 375 894 FCFA TTC	✓ GIE L'UNION	6 136 944 FCFA TTC	✓ PAPE MAMADOU DIOP	6 653 312 FCFA TTC	✓ ETS KEUR KHADIM	6 293 486 FCFA TTC
✓ PRESS HIGH-TECH	6 052 786 FCFA TTC										
✓ BOROME MADINA SERVICES	6 375 894 FCFA TTC										
✓ GIE L'UNION	6 136 944 FCFA TTC										
✓ PAPE MAMADOU DIOP	6 653 312 FCFA TTC										
✓ ETS KEUR KHADIM	6 293 486 FCFA TTC										

	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ; • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le contrat, seul un certificat administratif daté du 11/08/2009 est joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Veiller à informer les candidats non retenus ; - Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

TRAVAUX (USCP)							
Description	Marchés						
Date d'invitation	09/01/2009						
Date de dépôt des offres	22/01/2009						
Attributaire	ENGETRAP						
Date du bon de commande	N/A						
Date du contrat	09/10/2009						
Montant du marché	9 616 920 F CFA						
Date de réception	NON DISPONIBLE						
Non conformités	<p>TROIS (3) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ ENGETRAP</td><td>9 616 920 FCFA HT</td></tr> <tr> <td>✓ TOUBA BELEL ENTREPRISE</td><td>10 247 000 FCFA HT</td></tr> <tr> <td>✓ GIE SAGGO</td><td>17 715 000 FCFA HT</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ; • Les candidats non retenus n'ont pas été informés ; • Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ; 	✓ ENGETRAP	9 616 920 FCFA HT	✓ TOUBA BELEL ENTREPRISE	10 247 000 FCFA HT	✓ GIE SAGGO	17 715 000 FCFA HT
✓ ENGETRAP	9 616 920 FCFA HT						
✓ TOUBA BELEL ENTREPRISE	10 247 000 FCFA HT						
✓ GIE SAGGO	17 715 000 FCFA HT						

	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun document justifiant la réception effective ne figure dans le contrat.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ; - Les fournitures et services effectués doivent faire l'objet d'un PV de réception.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

4.2. Audit de l'exécution financière

4.2.1. Constat des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de du METFP pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

En raison de l'indisponibilité au niveau du Ministère des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor (transmises à la Cour des Comptes), nos travaux sur l'exécution financière des marchés et DRP ont porté sur la situation des paiements du SIGFIP. Par conséquent, nous n'avons pu vérifier certaines dispositions contractuelles concernant les

garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc. Sous ces réserves, nos contrôles sur le SIGFIP n'ont pas révélé d'anomalies.

4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

L'audit physique fera l'objet d'un rapport séparé qui sera transmis ultérieurement.

5. RECOMMANDATIONS

A l'issue de nos travaux sur la revue indépendante de la passation des marchés 2009 du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, nous formulons les recommandations suivantes tant sur le dispositif des marchés que sur la passation même des marchés.

5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **Elaboration des rapports trimestriels et annuels sur la passation des marchés**

L'élaboration par la Commission des Marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

5.2. Recommandations relatives aux marchés

5.2. 1. Recommandations relatives aux AO

- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;
- Conformément aux dispositions du CMP, l'avis d'attribution définitive doit faire l'objet d'une publication ;

- Le METFP doit veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres qui peut être préjudiciable financièrement aux candidats. Par ailleurs, si elle doit avoir lieu, cette prorogation doit impérativement intervenir avant la fin du délai initial de validité.

5.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant :
 - l'indication des noms et adresses des candidats invités dans chaque DRP sur la lettre d'invitation à adresser à chaque candidat,
 - l'élaboration d'un cahier de charges permettant d'indiquer les spécifications techniques requises des produits à livrer par les candidats et les critères de qualification qu'ils doivent respecter pour être éligibles,
 - L'obtention par tout moyen de la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats invités,
 - l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.
- Le METFP devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP et éviter de lancer plusieurs DRP pour un même type de besoin. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée.
- Le formalisme des DRP devra également être respecté par respect aux dispositions de l'article 77 du CPM qui prévoit une forme écrite pour tous les contrats de marché.

5.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents du Ministère en matière de passation des Marchés

Nous recommandons de prévoir un programme de renforcement des capacités de des membres de la Commission des Marchés et de ceux la Cellule des marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

5.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Compte tenu de l'indisponibilité de certains dossiers de marchés et de la qualité de ceux disponible, nous estimons que le METFP devrait améliorer son système de classement et d'archivage concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.